

MOHAMED EL-BASRI

« Il est clair, aujourd'hui, que libérer le Maroc des Etats-Unis, c'est libérer le Maroc de ceux qui y ont fait venir les Etats-Unis... »

UN ENTRETIEN AVEC SIMON MALLEY

On l'appelle « el-Fquih »* : le maître, le savant. Et c'est vrai. Il dit que l'ère des « directions historiques » est révolue. Et c'est très probablement juste. Mais il est en même temps difficile de ne pas considérer Mohamed el-Basri comme l'un des derniers représentants de cette prestigieuse race d'hommes dont l'histoire, les prises de position, la défense des principes, des droits et de la dignité des peuples et des hommes ont marqué l'histoire du monde arabe, et tout particulièrement du Maghreb. Il dit qu'il n'est qu'un « soldat anonyme » de la cause de libération nationale, et, pourtant, est-il possible de ne pas voir en lui l'une des consciences les plus éclairées du monde arabe d'aujourd'hui ?

Marocain ardent, Maghrébin impénitent, Arabe résolu, Africain convaincu, tiers-mondiste clairvoyant, il revendique et assume cette conscience multiple comme une donnée unique et intégrée. Tout comme, de nos jours, la grande question de la libération nationale est une et indivisible.

Trente années de militantisme et de lutte, et, pourtant, Mohamed el-Basri n'a jamais accordé d'interviews. La seule photo de lui qui existe dans les archives des journaux et des agences est celle où on le voit dans un box de tribunal, confondant le procureur du roi qui l'accusait, en mars 1964, de complot contre la sécurité intérieure du régime. Pour le seul « crime » de s'être opposé à l'arbitraire d'un régime despotique, sa répression des libertés publiques, sa politique de torture.

Alors, pourquoi rompre un silence de trente ans ? Pourquoi le fondateur, l'organisateur et le chef de l'armée de libération marocaine, qui a pris les armes contre le colonisateur français et contribué d'une manière décisive à l'indépendance de son pays, estime-t-il aujourd'hui que les formes de sa lutte ne doivent plus être ce qu'elles étaient jusqu'ici ?

« Parce que, dit-il, l'heure est extrêmement grave. Parce que le roi Hassan II a vendu le pays. Parce que la reconquête — américaine, cette fois — du Maroc a commencé. Parce que chaque citoyen, chaque groupe, chaque parti doit aujourd'hui consigner devant l'histoire son attitude



face à cette recolonisation. Parce qu'enfin le mythe de l'« ouverture démocratique » a vécu. Et qu'il apparaît désormais clair que libérer le Maroc de l'Amérique, c'est libérer le Maroc de ceux qui y ont fait venir l'Amérique. »

Le « fquih » Mohamed el-Basri a choisi « Afrique-Asie » pour cette interview exclusive. Dans l'entretien qu'il a accordé à Simon Malley — d'une exceptionnelle longueur mais d'une réelle densité et que nous avons décidé de publier en cahier détachable afin qu'il demeure un instrument de référence pour le monde arabe et notamment le Maghreb —, Mohamed el-Basri met en évidence et s'efforce de démêler le complexe écheveau où se nouent les liens de toute nature qui, contradictoirement, bloquent ou impulsent les élans de libération des peuples de la région. Il le fait simplement. Sans prétention aucune. Mais avec cette émouvante force de certitude que donnent des années et des années de lutte, de prison, de clandestinité et d'exil.

Écoutons-le.

(*) Plus précisément dans le domaine de la théologie islamique. Toutefois, concernant Mohamed el-Basri, cette appellation ne renvoie à aucune fonction religieuse. Elle exprime le respect de tous ceux qui le connaissent pour son intégrité morale et intellectuelle, son courage politique, la rigueur de sa pensée, la simplicité et la chaleur de son comportement, son érudition et bien d'autres qualités dignes d'être admirées et citées en exemple.

● *L'impérialisme ne cesse de nouer des relations et de passer des accord avec un certain nombre d'Etats du monde arabe, du Maghreb jusqu'au Moyen-Orient. Comment, selon vous, les forces arabes progressistes peuvent-elles envisager la riposte ?*

MOHAMED EL-BASRI. — Il faut d'abord que le Mouvement national arabe de libération sorte lui-même de l'impasse dans laquelle il se trouve. L'impasse, c'est entendu, a plusieurs causes. Mais, à mon avis, la cause des causes, la cause mère, c'est celle qui ressortit, pour les Arabes d'aujourd'hui, au domaine de la culture. Culture au sens large, multidimensionnel et plus proche des destinées civilisationnelles de l'homme arabe que de la simple diffusion des nourritures de l'esprit. Car il est devenu impérieux, aujourd'hui, pour se mouvoir dans le bon sens des choses et de l'histoire, d'avoir une vision claire du monde, des mondes.



“ La trahison d'un dirigeant n'est pas une fin en soi. Elle est avant tout le moyen par lequel on enchaîne le pays tout entier ”

Je m'explique : par culture, j'entends la possession et l'appropriation de tous ces éléments objectifs et subjectifs aptes à créer une dynamique, à jouer un rôle de catalyseur dans la prise de conscience des multitudes. A mon avis, c'est de là, c'est-à-dire de cet effort très intense de réflexion et d'interrogation, que devraient naître la rigueur et la cohérence, sans lesquelles il n'y a pas de salut. C'est la cohérence, et c'est bien connu, qui engendre la claire conscience et la claire vision des choses. Elle ordonne ensuite les étapes, précise les besoins, initie les cadres et éduque l'homme dans le déploiement rigoureux, et connu de tous, d'une véritable stratégie. Et je pense que, dans ce que je dis, il n'y a ni panarabisme débridé ni métaphysique. Il y a seulement les dures leçons de l'histoire immédiate, tant il est vrai qu'il est tout à fait vain, de nos jours, d'envisager une riposte patriotique dans le Golfe, par exemple, alors que les autres flancs, au Maghreb notamment, sont dégarnis ou déjà minés par le mal néo-colonialiste. Tout comme une riposte efficace au Maroc nécessite un soutien résolu, voulu et ressenti par les autres parties arabes à l'effort que développent, sur place, les forces démocratiques marocaines. Car, à l'inverse, que voyons-nous ? Une volonté d'hégémonie clairement exprimée. Elle traverse le monde de part en part. Elle est intégrée. Elle a son centre et ses satellites.

Prenons un pays satellite comme le Maroc. Hassan II a entrepris de faire plus et d'aller plus loin que les alliés traditionnels de l'Amérique dans le Golfe, comme l'Arabie saoudite. Il s'est carrément constitué en champ d'expérimentation, en laboratoire, dans l'affaire de la réactivation des bases américaines au Maroc. Dans le même temps, l'Arabie saoudite et certains pays du Golfe ont

refusé d'abriter des bases analogues, par crainte des répercussions d'ordre divers. Mais ce refus n'a rien de définitif : les émirs qui gouvernent ces pays attendent en fait les résultats de l'expérience marocaine. Et il ne fait pas l'ombre d'un doute qu'ils y viendront à leur tour, le moment venu, au moment choisi. Mais le satellite n'est pour rien dans ce choix du moment. Ce choix relève exclusivement du droit du centre, lequel, par ses incessants émissaires, aura tissé les fils, noué la trame. Bien souvent, cela se passe d'ailleurs au grand jour. Ainsi le secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, est-il littéralement talonné, dans ses visites aux deux extrémités du monde arabe, par son collègue du département d'Etat, Alexander Haig, qui, lui, s'efforce de donner l'image de la respectabilité diplomatique à des entreprises dont le proche avenir montrera les effets funestes dans toute la région.

Il faut d'ailleurs faire ici appel à la mémoire. Se souvenir notamment du rôle d'intermédiaire déjà joué par Hassan II pour introduire Henry Kissinger dans la région. Résultat de ces célèbres navettes : quasi-embrassement de la région ; exacerbation du conflit entre la Syrie et l'Irak ; conflit entre l'Algérie et le Maroc ; conflit entre les différentes composantes de l'Organisation de libération de la Palestine, etc. Mais, bien évidemment, il ne s'agit pas, là non plus, d'une fatalité. Les moyens de riposte existent. Correctement utilisés, ils peuvent être d'une redoutable efficacité. Notre arme absolue, ce sont nos peuples. Sans leur irruption dans la vie du pays, sans leur participation à la décision, rien ne pourrait se faire. Voyez-vous, nous sommes déjà loin de l'époque des « directions historiques », qui agissaient seules, au nom du peuple, dans le combat pour contrer les plans impérialistes. Pour sa part, le spontanéisme des peuples se révèle incapable de transformer le rapport de forces en sa faveur. Le nationalisme étroit, pour ne pas dire le chauvinisme, fait lui aussi la preuve que, en définitive, sa fonction essentielle était de faciliter la tâche hégémonique de l'impérialisme et du néo-colonialisme. Alors, que faire ? D'abord faire prendre conscience aux masses du rôle exact des dirigeants qui trahissent ; ici, la trahison n'est pas, en quelque sorte, une fin en soi, elle ne profite pas seulement à l'autochtone qui s'en rend coupable : elle est avant tout le moyen par lequel on enchaîne le pays tout entier. Comme corollaire à cette affirmation, il conviendrait de faire en sorte que la vision du pouvoir, de ses formes et attributs change et évolue auprès des masses. Le peuple souverain, ce n'est pas un slogan : cela doit devenir la source absolue et unique pour dessiner les articulations du pouvoir d'une authentique direction nationale.

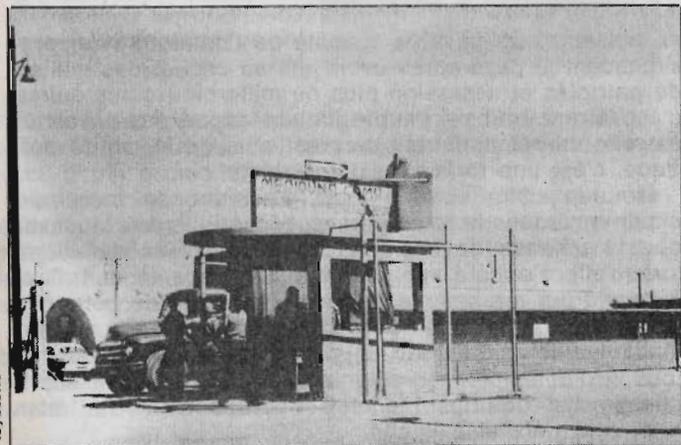
Voilà, je pense avoir répondu à votre question. Si j'ai évité de personnaliser les situations, ce n'est nullement par crainte de froisser quelque sensibilité. J'ai tout simplement saisi l'opportunité de dire ce qui constitue, selon moi, les nouvelles données d'un mouvement ou d'un pouvoir réellement légitime et avancé dans les pays de notre région.

● *Quelles sont vos premières réactions à l'annonce des négociations entre Rabat et Washington sur la réactivation des anciennes bases américaines au Maroc ?*

M.B. — En vérité, la question n'est pas nouvelle. Avant même l'indépendance, dans le cadre du mouvement national, nous considérons que la présence de bases américaines sur notre sol, présence alors « légalisée » par des accords franco-américains, constituait en fait une atteinte à notre souveraineté nationale et une intrusion typiquement coloniale dans notre pays de la part de ces deux puissances. Combattre cette présence était,

par conséquent, un devoir national. C'est pourquoi, l'indépendance acquise, et pour parachever la libération nationale, le retrait des forces américaines était considéré comme une toute première nécessité. Qui plus est, la visite du président Eisenhower, en 1960 — le fait est connu — avait pour objet, entre autres, de signer un accord pour l'évacuation de ces bases. De ce fait, nous estimions donc, à l'époque, qu'une étape dans la souveraineté s'achevait lorsque, dernières des forces étran-

L'ancienne base de Nouasser
La question n'est pas nouvelle



Appel au peuple marocain

Peuple marocain, militants, militantes,
Hassan II vient d'entreprendre une action d'une extrême gravité pour la souveraineté du Maroc et son unité territoriale. Vous avez tous pris connaissance des accords par lesquels Hassan II concède au gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le droit de disposer de bases militaires sur notre sol. Par cet acte, Hassan II espère avoir parachevé son plan, qui est le retour du Maroc à l'ère du protectorat.

Frères, militants, militantes,
Hassan II vient de livrer le pays au nouveau colonialisme américain. C'est une insulte à tous les Marocains sincères. C'est une insulte à la mémoire d'Abdelkrim el-Khattabi, de Mouha Ouhammou, d'El-Hiba et d'autres. Hassan II vient de montrer qu'il ignore et qu'il méprise les luttes du Mouvement national de ces soixante dernières années. Il martyrise la mémoire collective de notre peuple, qui ne veut rien oublier de la résistance dans l'honneur d'un Belarbi Lalaoui, du combat permanent d'Allal el-Fassi, de la mort exemplaire du fquih El-Ghazi.

Hassan II a ramené le Maroc au point où l'avait laissé son grand-père, Abdelhafidh : le Maroc de la dépendance et de la trahison.

Militants, militantes,
Vous qui avez, par le passé, consenti de lourds sacrifices pour libérer le pays du colonialisme français et espagnol, le devoir national vous requiert de nouveau pour résister à l'occupation militaire américaine. Voici de nouveau notre indépendance et notre souveraineté nationales bafouées par le nouvel occupant et les traîtres locaux.

Voici que, de nouveau, l'héritage de nos martyrs, l'avenir de nos enfants, les richesses de notre patrie requièrent de nous leur défense contre l'occupant et les traîtres.

Militants, militantes, ouvriers, paysans, intellectuels, commerçants, artisans, jeunes et vieux, civils et militaires, officiers et soldats, l'heure est grave. Le moment n'est plus à la discorde, à la divergence d'opinions, aux contradictions secondaires. Le moment est celui de la défense de l'identité et de la souveraineté nationales. Que tous les patriotes s'attachent à serrer les rangs pour faire échec au plan extérieur, rompre les chaînes et protéger la nation !

gères sur notre sol, les unités américaines ont quitté les bases de Bengrir, Nouasser, Bouknadel, Sidi Slimane, ainsi que la base navale de Kenitra — qui, du reste, ne fut complètement évacuée qu'en 1976.

Vous m'offrez ici l'occasion de rappeler que le retrait de toute force étrangère et la consolidation de la souveraineté nationale a toujours constitué l'épine dorsale de la politique du pays à l'époque, politique inscrite aussi bien dans les programmes de l'Etat que dans ceux des partis politiques. Vous vous en souvenez, le roi Mohamed V aussi bien que le gouvernement d'Abdallah Ibrahim étaient parfaitement d'accord sur cette question et, de concert, avaient signé des accords dans ce sens avec les Etats-Unis.

Souvenez-vous encore : nous sommes à l'aube des années 1960. Les grands empires coloniaux commencent à s'effriter. La France et la Grande-Bretagne se replient, et l'administration américaine, plus précisément le secrétaire d'Etat Foster Dulles, estime venu le moment d'occuper le terrain perdu par les Européens. L'idée de Dulles était que le monde arabe n'avait pas encore atteint sa majorité. Il faut dire, hélas ! que certains dirigeants par-



L'implantation des bases

tageaient cette idée. Je citerai Nouri Saïd, Fayçal II, l'émir Abdel Ilah, le roi Abdallah, qui, tous, estimaient la protection étrangère nécessaire. Cette collaboration, pour ne pas dire cette trahison, chacun d'eux va la payer de sa vie devant son peuple. Ce destin funeste va en quelque sorte déplacer le pôle d'intérêt des Américains, et c'est en Israël et dans l'Iran du Chah que l'Amérique ira chercher les puissants bastions destinés à maintenir sa présence dans la région.

Les résultats de cette politique sont aujourd'hui évidents : le Chah a été balayé, et l'accord stratégique avec Israël est, en même temps qu'un aveu d'impuissance, la preuve que les peuples de la région rejettent résolument ces plans. Ce qui revient à dire, en clair, que l'histoire, ici aussi, a tranché sans rémission. Sadate a connu le destin qui fut le sien pour avoir, précisément, méconnu ce jugement de l'histoire. Et, aujourd'hui, que pourrait-on attendre de cette même politique, qui, pour juguler et encercler le monde arabe, s'appuie sur le même Israël et un nouveau venu, le Maroc ? Sans doute le même destin.

Voilà, pour votre question, ce qui, me semble-t-il, se rapporte à l'aspect politique et à l'expérience historique.

Pour ce qui concerne l'aspect physique ou technique, la nécessité de ces bases pour les Etats-Unis ne m'apparaît nullement comme absolue. Loin de là. Nous sommes à l'époque des fusées intercontinentales et des satellites espions capables de détecter tout ce qui bouge dans les régions qui suscitent l'intérêt. Il n'y a donc, à mes yeux, aucune justification réellement militaire à cette présence.

Que reste-t-il alors ? La défense de la « liberté » ? Constatons dans ce cas que cette opération intervient au moment où la situation est des plus mauvaises pour le régime. Sur le plan intérieur, celui-ci ne peut même pas se prévaloir de la légitimité des institutions démocratiques.



“ Pour se maintenir, le régime de Rabat peut aller jusqu'à déstabiliser tout le Maghreb arabe ”

cratiques. Il n'y a pas d'institutions. L'annonce de l'établissement de ces bases a été précédée et, d'ailleurs, s'accompagne d'une très vaste vague de répression qui n'a même pas épargné les représentants des partis politiques tolérés par le régime lui-même. Nous voyons donc que, même selon les canons américains de « défense des libertés », le Maroc est loin du compte. Et que l'Amérique est en bien mauvaise posture pour justifier, comme en Pologne ou ailleurs, qu'elle est là pour défendre le droit des peuples. Il est impossible à un esprit raisonnable de considérer que le Maroc officiel se distingue par sa légalité. Même les personnalités que le trône considérerait comme représentatives de l'opinion politique marocaine croupissent aujourd'hui dans les prisons (1). Nous sommes quasiment en état d'exception, et c'est d'ailleurs ainsi que les organisations internationales de défense des droits de l'homme, occidentales et autres, apprécient la situation au Maroc. En vérité, la présence américaine répond à des objectifs de politique intérieure marocaine et à des considérations régionales.

L'argument de politique intérieure, c'est que le régime a besoin d'un accord de ce type pour le protéger de ses propres instruments du pouvoir et lui assurer la survie. La présence américaine s'expliquerait donc comme une opération de sécurité intérieure qui rend nécessaire l'appui d'experts étrangers. S'il en est ainsi, et c'est ma conviction, cela veut dire que le régime est peu sûr de lui, qu'il a perdu tout appui auprès du peuple ou même de l'administration et que, plus que jamais, il redoute et craint toute initiative populaire. Cela ne vous rappelle-t-il pas les derniers temps de Sadate, fuyant tout le monde et confiant sa propre sécurité à des experts étrangers ?

Illusoire : aucun expert, aucun dispositif, fût-il le plus sophistiqué, ne saurait protéger un homme ou un régime contre la colère de tout un peuple. Illusoire et contradictoire aussi : on ne brade pas les droits de la nation,

(1) Trois d'entre elles, parmi lesquelles le secrétaire général de l'U.S.F.P., M^o Abderrahim Bouabid, ont été libérées le 27 février dernier.

on n'hypothèque pas le pays tout entier lorsqu'on fait de la récupération de provinces son principal cheval de bataille.

Sur un autre plan, on dit que la présence américaine au Maroc a pour but de contrebalancer l'influence soviétique en Libye. Admettons ! Mais où est donc l'intérêt du Maroc à vouloir rétablir un équilibre au prix de sa souveraineté ? La politique souveraine d'un pays ne consiste-t-elle pas d'abord à se défendre soi-même, à défendre son propre territoire, sa dignité ? Il y a décidément quelque chose de bizarre au royaume de Hassan II. S'entêter à ne pas tirer profit des enseignements de l'histoire, accepter de faire pour l'Amérique ce qu'aujourd'hui même les gouvernements alliés de l'Europe occidentale ne peuvent plus faire par crainte de l'opinion, livrer physiquement le pays après avoir jeté au cachot des milliers de patriotes et assassiné plus de mille cinq cents autres, c'est faire à tout un peuple l'injure de ne pas savoir où est son intérêt national : ce n'est plus de la cécité politique, c'est une forfaiture, une trahison.

De son côté, compte tenu d'ailleurs de sa propre expérience dans la région arabe, l'Amérique devrait savoir que la défense de ses intérêts est toujours défaillante lorsqu'elle s'appuie sur des potentats, agents et traîtres locaux. Pour ma part, je demeure imprégné de cette certitude : les peuples du Maghreb sont et seront toujours vigilants. Et ils sauront déjouer toutes les manœuvres, tous les complots néo-coloniaux qui se dressent sur le chemin qui doit les mener à l'édification, à la fraternité, à la paix et à l'unité.

● *Pensez-vous que le peuple marocain, malgré la répression qu'abat sur lui un régime antipopulaire, a les moyens de combattre cette nouvelle domination américaine ?*

M. B. — Observons tout d'abord que cette opération (les bases) a eu lieu à un moment particulièrement sanglant de la phase répressive. La réaction à cette répression ne peut pas venir d'un seul coup et au même moment. Elle sera lente à s'articuler. Ce qui est sûr, c'est que les peuples ne pardonnent jamais l'atteinte à leur dignité et à leur souveraineté. D'où la différence entre une réaction individuelle et une réaction collective, qui, elle, obéit à des lois beaucoup plus complexes. Mais il ne saurait y avoir de doute à ce sujet : la réaction du peuple est inéluctable et aura lieu lorsque les conditions seront réunies. Les exemples sont légion. Voyez l'Iran du Chah. Ailleurs, on est allé jusqu'à trouver des « explications » philosophiques à une démarche suicidaire. Je veux parler de Sadate, de son entêtement et de ceux qui trouvaient ses pratiques conformes aux spécificités... pharaoniques de l'Egypte.

Mais revenons à mon pays. L'histoire de notre peuple, sur ce chapitre, est connue. Pour moi, c'est une simple question de temps. Je suis profondément convaincu que le peuple marocain saura comment reconquérir sa souveraineté et son indépendance à l'égard du néo-colonialisme et de ses agents. Tout comme il saura parachever son unité territoriale et populaire.

● *Vous avez évoqué tout à l'heure les conséquences de la nouvelle politique américaine pour l'Algérie et la Libye. Quelles sont-elles ?*

M. B. — Mon espoir est que l'affaire du Sahara ne soit pas parvenue, aux yeux des dirigeants de ces deux pays, à occulter le fond du problème. Le fond du problème, je le répète, est qu'il s'agit, pour l'Amérique, de protéger un régime totalement impuissant à garantir son existence et sa souveraineté. A la vérité, quant à la perte de souveraineté, le régime marocain est plutôt consentant.



Le roi Mohamed V et (à droite) Foster Dulles
L'idée des Américains était que le monde arabe n'avait pas atteint sa majorité

Camera Press

M. B. — Comme je l'ai déjà dit, la vraie riposte à cet état de fait, c'est de s'appuyer résolument sur les masses populaires. Il est à mon sens erroné d'avoir recours à une série d'accords tous azimuts. Cela ne ferait que confirmer, ici et là, qu'on a perdu confiance en soi, en son peuple. Ma conviction, c'est que la volonté du peuple marocain de se débarrasser de ces bases est réelle. Elle est puissante. Elle va à l'encontre de la décision du roi. Elle finira par triompher. C'est pour cela que je ne vois pas l'utilité de contracter des alliances opposées.

● *Durant sa récente visite à Paris, le roi du Maroc aurait essayé de convaincre la France de s'entremettre entre lui et l'Algérie. On dit aussi que Hassan II souhaiterait rencontrer le président Chadli Bendjedid. Comment voyez-vous toutes ces manœuvres ?*

M. B. — Je pense qu'il n'y a de vraie solution au problème de fond que dans l'entente entre les peuples marocain et algérien. Je pense que le colonialisme, ancien et nouveau, a réussi dans sa tâche. Il a non seulement établi des frontières artificielles que nos peuples ne connaissent pas avant la colonisation mais il a également réussi à élever un mur psychologique entre nos peuples. Comme je l'ai déjà dit, l'affaire du Sahara aurait pu fournir l'occasion d'abattre tous les obstacles et d'éliminer tous les agents qui se dressent sur la voie de la légitime unité entre nos deux peuples. Car l'unité entre l'Algérie et le Maroc est réellement de nature à garantir l'indépendance véritable du Maghreb, lequel, à son tour, deviendrait une solide base arrière pour le monde arabe dans son ensemble. Je considère que les Arabes d'Afri-

Il reste à espérer que ni l'Algérie ni la Libye ne feront le faux pas attendu, qui consisterait à s'assurer, elles aussi, d'une protection extérieure.

S'agissant encore de la question du Sahara, pour le régime de Rabat, la chose est entendue : paralyser les énergies nationales, mobiliser l'opinion intérieure, régionale et mondiale autour de la question, juguler toute contestation possible en donnant la primauté au slogan « Aucune voix au-dessus de la voix de la bataille », et tout cela dans un but précis, se maintenir. Mais il est vrai que, pour se maintenir, le régime de Rabat peut aller jusqu'à la déstabilisation de tout le Maghreb arabe.

Vous savez qu'une manière infaillible de juger du patriotisme d'une équipe dirigeante consiste à mesurer son degré d'indépendance à l'égard de l'étranger et son niveau d'attachement à la réalisation de la volonté populaire. Notre opinion de toujours est qu'il faut se garder d'entreprendre chez soi tout ce qui peut être de nature à renforcer ou à susciter la mainmise étrangère sur le pays ou sur la région. Dans le Maghreb, l'avenir est à l'unité, une unité des peuples qui servirait leurs intérêts et leurs aspirations. Mais, de tout temps, l'obstacle le plus important à la réalisation de ce projet fut le régime marocain lui-même, qui apparaît comme structurellement et fondamentalement différent, voire à l'opposé, des autres régimes de la région. Mais il ne s'agit pas là d'une fatalité. A mon avis, le rôle de l'Algérie est ici très important. L'Algérie doit fournir le meilleur exemple. Elle doit constituer la base arrière et les profondeurs naturelles de la lutte du peuple marocain jusqu'à ce qu'il se libère de la domination néo-coloniale et de l'emprise de ses agents. Alors, là, le peuple marocain pourra, à son tour, apporter sa décisive contribution à l'édification de l'unité.

● *La nouvelle politique de Ronald Reagan est, de toute évidence, marquée par la volonté de contrer l'influence soviétique partout dans le monde, principalement en Afrique du Nord et en Afrique noire. Cela pourrait bien mener à la guerre dont vous semblez écarter l'éventualité...*

M. B. — Je pense que l'Algérie maintiendra toujours son indépendance. L'Algérie, ce n'est pas l'U.R.S.S. De plus, nous remarquons que, même lorsqu'il s'agit de pays au choix idéologique affirmé, comme Cuba, l'attitude des deux superpuissances demeure conforme à des règles établies par crainte de l'aventure de la guerre. C'est le prix de la coexistence pacifique.

● *Mais les Américains sont quand même au Maroc, et certains estiment qu'il y a lieu de contrebalancer cette présence en signant des accords analogues avec, par exemple, l'U.R.S.S. ou la France socialiste. Qu'en pensez-vous ?*



D.R.

“ Pour stimuler une vraie coopération avec la France, il faudrait que celle-ci se débarrasse de tout complexe néo-colonialiste ”

que, d'Est en Ouest, de Bab el-Mandeb à Gibraltar, constituent un élément charnière pour tout ce qui touche, d'une part, le reste de l'Afrique, et, d'autre part, l'Europe et le monde occidental. Il y a, de Bab el-Mandeb à Gibraltar, les mêmes pulsions, le même rythme, bref, la même civilisation qui a toujours vécu en parfaite osmose avec le reste de l'Afrique.

C'est la raison pour laquelle je ne vois pas l'utilité de la création d'une nouvelle entité qui ne peut que constituer un obstacle à ce fluide dans les relations historiques avec les pays du sud du Sahara. Cela est très important à prendre en considération, surtout lorsqu'on sait que l'impérialisme envisage bel et bien de se régénérer en Afrique et d'y puiser les forces et les moyens qui sont nécessaires à son combat dans les autres parties du monde. La nature nous commande de nous ouvrir et de communiquer avec l'Afrique à travers le Sahara. Tout comme elle nous commande d'utiliser la Méditerranée pour nos échanges.

Pour revenir à l'un des aspects de votre question, je pense que, pour stimuler une vraie coopération avec la France, il faudrait que cette dernière se libère totalement de tout complexe néo-colonialiste. Je pense que la France et l'Europe, d'une manière générale, ont tout à gagner dès lors que cette coopération devient réellement profitable aux peuples. Sous ce rapport, la France socialiste, la France de Mitterrand se doit de distinguer entre les intentions d'un monarque qui agit davantage comme un courtier soucieux de ses propres intérêts et de son trône et les vrais intérêts du Maroc et de son peuple. Comment peut-on créditer Hassan II de connaître les intérêts de la France et ceux de l'Algérie alors qu'il ignore où sont les intérêts de son pays ? En vérité, les seules perspectives que peuvent offrir Hassan II et son régime, ce sont celles de la vassalisation et de la dépendance. Or cela ne sert ni les intérêts du peuple marocain, ni ceux du peuple français. Une France socialiste, débarrassée de la tentation du néo-colonialisme, peut avoir une place dans la région. Tout comme elle saurait en gagner une autre, dans l'ensemble du monde arabe, si sa position évoluait avec plus de justesse et de justice à l'égard de la cause palestinienne.

● *On a laissé entendre que Hassan II aimerait se rendre à Alger. Qu'en pensez-vous ?*

M.B. — La route qui mène du Maroc à l'Algérie passe par Oujda et non par Paris ou Bruxelles. Je n'ai pas suffisamment d'éléments pour apprécier l'éventuelle position des hautes sphères du gouvernement algérien. Néanmoins, vu le long passé de la vie militante commune entre les peuples marocain et algérien, il est inconcevable que ce voyage puisse avoir lieu étant donné que ce qu'il faut chercher Hassan en Algérie serait un soutien pour se maintenir au trône et des moyens pour endiguer son peuple. Ce serait parfaitement illogique.

● *Revenons à la question du Sahara. Pourquoi n'évoquez-vous jamais le peuple sahraoui, qui lutte avec un héroïsme exemplaire et qui réclame que sa voix soit entendue ? Si l'idée et la nécessité d'unir les peuples de la région sont justes, cela, à mon avis, n'empêche nullement que soit reconnu au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination.*

M.B. — Je crois qu'il faut être franc avec nous-mêmes et avec les militants sahraouis : l'autodétermination par rapport au régime monarchique, nous sommes d'accord. C'est juste. C'est vrai pour les Sahraouis comme pour tous les Marocains qui n'ont cessé de se soulever contre l'oppression monarchique, ainsi qu'en témoignent les années 1965, 1971, 1972, 1981. La création d'une entité nationale sahraouie est intervenue, précisément, au moment où l'ensemble du monde arabe subit les tentatives impérialistes de balkanisation, et où l'aspiration populaire à l'unité est des plus fortes. Je considère comme juste, pour ma part, la voie de l'unité entre les peuples de la région pour faire sauter les frontières existantes.

Voyez le nombre de drapeaux dans la seule région du Golfe. Croyez-vous qu'il faille considérer que ce sont là autant d'expressions réellement formulées par les peuples de la région ? Prenons, plus précisément, le cas de la Jordanie. Elle possède tous les attributs d'un Etat : un drapeau, une armée, une administration, etc. Mais que signifie la Jordanie d'un point de vue historique ? C'est une anomalie géographique. Sa principale fonction est d'être une frontière de sécurité pour Israël, un barrage pour l'action des fedayine palestiniens et, enfin, un obstacle dans le rapprochement de l'Irak du champ de bataille. Loin de moi l'idée de sous-estimer le sacrifice ou la capacité au combat des militants sahraouis. Mais je

m'interroge : la voie qu'ils ont choisie est-elle la plus juste ? Ne faut-il pas plutôt estimer que le moment est venu de reconsidérer radicalement la question, de manière plus conforme à notre devenir commun ? C'est-à-dire faire du Sahara une base arrière pour libérer le Maroc et une armée d'avant-garde pour cette libération. Et puis, ne vaut-il pas mieux éviter le pire, c'est-à-dire la rupture et les blessures entre des militants d'une même cause ? Je crois tout cela possible. Et cela peut nous éviter, de surcroît, les difficultés d'une réunification que j considère, pour moi, comme inéluctable à terme.

● *Mais la lutte du peuple sahraoui a contribué et contribue à affaiblir le régime monarchique. D'autre part, pourquoi ne pas reconnaître l'ancien Sahara espagnol comme un pays à part entière tout comme la Tunisie, l'Algérie, la Mauritanie et la Libye, ce qui n'empêche pas qu'on puisse*



D.R.

“ L'armée, à une époque, a dû protéger le trône contre le peuple. Aujourd'hui, Hassan doit aussi se protéger contre l'armée, solidaire du peuple ”

un jour, avec lui, comme avec ces derniers, construire le Maghreb arabe... Après tout, ses représentants ne viennent-ils pas d'être admis à l'O.U.A. ?

M.B. — L'affaire du Sahara a affaibli le trône. On peut en discuter. Pour moi, j'ai plutôt tendance à considérer que cette affaire a donné un nouveau souffle au régime de Rabat. Le pouvoir n'aurait pas survécu à ses contradictions internes ni résisté aux soubresauts qu'il a subis dans le début des années 1970 s'il n'y avait pas eu l'affaire du Sahara. Souvenez-vous des années 1973-1974. Le pouvoir était totalement isolé, aussi bien par rapport à l'armée que par rapport aux partis politiques. Et puis vint cette affaire, tout de suite hissée au rang de question nationale : plus de problèmes politiques ou économiques ; on entreprend la marche verte ; on réclame la paix sociale. Bref, le roi rompt son isolement. Pour répondre à votre question, je considère que l'union qui se réalise dans l'unité de combat est infiniment plus facile à obtenir qu'entre des Etats déjà structurés. Voyez l'union entre l'Egypte et la Syrie. Elle s'est faite dans la liesse populaire et fut brisée par l'impérialisme et ses agents locaux. Plus proche de nous, au Maghreb, rappelez-vous la belle unité de combat qui existait entre nos peuples, entre les combattants des trois pays. On a commencé par soustraire la Tunisie, puis on a isolé le Maroc de l'Algérie. Aujourd'hui, le résultat est là. Chacun peut l'apprécier...

● *Vous faites allusion au divorce, dans les années 1970, entre le roi Hassan et l'armée. Aujourd'hui, certains parlent d'une lassitude et d'un désarroi de l'armée marocaine. Doit-on s'attendre à une initiative insurrectionnelle de cette armée ?*

M.B. — Je peux, certes, vous entretenir des transformations de l'armée marocaine. Quant à l'éventualité d'une initiative insurrectionnelle, c'est un autre problème.

Au lendemain de l'indépendance, des noyaux s'étaient constitués autour d'anciens officiers ayant servi dans l'armée française. La mission de ce corps, qui venait de prendre le nom d'armée royale, était claire : protéger le trône contre le peuple. En 1959, le congrès de l'Union des étudiants marocains avait, dans l'une de ses motions, qualifié ce corps d' « armée d'opérette ». Je fus moi-même condamné pour atteinte à l'armée et à sa dignité après avoir publié cette motion dans le journal « El-Tahrir », que je dirigeais. Un peu plus tard, en 1965, l'armée reçut l'ordre de réprimer, dans un effroyable bain de sang, la révolte de Casablanca. Et, de répression en répression, il est apparu à l'armée qu'on lui faisait jouer un rôle qui n'était pas le sien. Cette armée commença donc à se transformer et même à envisager les moyens de se venger pour avoir été obligée, souvent, de tirer sur l'un des siens, un cousin, un parent... D'où les tentatives de 1971 (Skhirat) et de 1972 (l'affaire du « Boeing »). Dès lors, l'armée était devenue une force d'opposition au régime et non plus un fidèle protecteur du trône. Le roi perçut le danger et prit des décisions drastiques : mises à la retraite, dans le cadre de réserve, mutations dans la gendarmerie, envoi de troupes au Golan et au Sinaï. Entre-temps, de grandes transformations s'opéraient au sein des forces armées. Les anciens officiers de l'armée française furent remplacés par de jeunes cadres issus de la paysannerie et de la classe moyenne et formés dans les académies militaires après l'indépendance du pays. C'est pour cela que, lorsque je dis que les Américains sont revenus pour protéger le trône, je fais allusion à la protection de ce trône contre le peuple, bien sûr, mais aussi contre l'armée marocaine, qui est devenue une armée nationale, solidaire du peuple dont elle est issue.

● *Est-ce dire qu'il faille considérer désormais l'armée marocaine comme une force patriotique ?*

M.B. — Aucun doute, l'armée marocaine est devenue une armée nationale par sa composante et ses structures, et elle n'a plus pour fonction essentielle la protection du trône et du régime. De ce fait, l'armée est devenue un opposant potentiel, surtout si la guerre du Sahara venait à prendre fin. Il existe aujourd'hui une intention d'envoyer cette armée dans les pays du Golfe et dans d'autres pays satellites des Etats-Unis pour assurer la protection des gouvernements locaux, moyennant des pétrodollars pour la cassette personnelle du roi. Tout comme naguère le colonialisme avait utilisé le soldat marocain pour combattre en Syrie, en Espagne ou en Indochine. Et, de fait, certains régiments sont déjà arrivés en Arabie saoudite et dans le Golfe.

Dans cette opération, l'intérêt des deux régimes (celui qui envoie et celui qui reçoit) est évident. Pour le roi du Maroc, il s'agit, d'une part, de démanteler l'armée et, d'autre part, en la « louant », d'en tirer un avantage financier. Cela permet de remplacer ces régiments par des soldats américains jugés plus sûrs, surtout après ce qui s'est passé en Egypte (l'assassinat de Sadate). Enfin, pour les Américains, une surveillance « sûre » des champs pétroliers n'a pas de prix.

● *Vous vous êtes engagé, votre vie durant, dans une voie révolutionnaire dont, à aucun moment, vous n'avez dévié. Mais cette conduite vous a éloigné de certains de vos camarades qui, pour nombre d'entre eux, sont aujourd'hui en prison. Lorsque vous regardez le chemin parcouru, quel sentiment éprouvez-vous ?*

M.B. — Mon attitude constante, durant toute ma vie, a été de contribuer à forger une stratégie d'union natio-

nale capable de transformer les réalités politiques, économiques et sociales de mon pays. J'ai toujours concentré mes efforts sur l'union des forces patriotiques nationales, fondée sur ce que j'ai dit plus haut, avec la conviction que l'avenir appartient à ceux qui, aujourd'hui, marchent avec tous ceux qui luttent. Une avant-garde capable de conduire les luttes du présent est, en général, celle qui disposera demain de la vision la plus claire du devenir collectif. De surcroît, seule la réalité de la lutte permet d'opérer le vrai clivage et montre d'une manière éclatante ceux qui se rangent du côté du pouvoir et ceux qui sont avec le peuple.

Pour ma part, je ne suis pas convaincu que les différents appareils politiques (les partis) reflètent réellement les vraies sensibilités politiques de la société marocaine d'aujourd'hui. J'affirme même que le peuple, ici, est totalement absent, aussi bien pour ce qui est de sa représentation que pour ce qui est des objectifs que ces appareils se sont assignés. Les cadres à la tête de ces partis sont souvent hésitants et ne savent pas toujours de quel côté se ranger dans les grands moments. Mieux, ces tergiversations les poussent parfois à la lisière de la forfaiture, les empêchant d'opérer résolument un choix et ne leur laissant, pour finir, que la possibilité de plaider auprès du régime la modération dans la pression ou la répression contre le peuple, ce qui lui garantit ainsi la sauvegarde de ses positions et de ses privilèges. Ce sont là des positions incorrectes ! Le pouvoir, lui, a une autre vision des choses. Il sait que ses intérêts sont en violente contradiction avec ceux du peuple. Et, de ce fait, il ne laisse à ces élites qu'un seul choix : l'immobilisme ou la coopération. Telle est la situation qu'il convient donc, par un incessant travail de clarification, de rendre perceptible aux masses.

Il convient aussi de montrer pourquoi ce type de compromis n'apporte absolument rien à la solution des problèmes. Et c'est par ce travail politique de longue haleine que l'on finira par obliger les cadres à choisir entre l'action patriotique, qui passe par la perte des privilèges, et la position claire, déclarée, aux côtés du régime. Curieuse situation, en vérité, que celle de ces élites. Parce qu'elles ont été formées en Occident, ou localement mais dans une école de type occidental, elles fonctionnent, arrivées aux affaires, sur son mode. Elles occultent totalement les pesanteurs et les réalités du milieu dans lequel elles vivent pourtant. A telle enseigne qu'elles ont souvent recours aux médias ou à l'opinion européenne pour tenter d'infléchir telle ou telle position du roi. Mais le roi, lui, a une autre opinion de l'Occident. Il entretient avec ce dernier des relations de type utilitariste. Il ne prend de lui que ce qui est nécessaire à son maintien et à sa survie : argent, armes, experts militaires. Et il lui tourne le dos ensuite, gérant ses affaires et le pays selon des pratiques d'un autre siècle.

Voyez-vous, je ne voudrais pas vous rappeler ce que j'ai dit plus haut à propos de la culture, mais il convient néanmoins de ne pas perdre de vue le profond désarroi né de la déculturation qui frappe la majorité de nos cadres. La vérité, c'est qu'il nous faut trouver d'autres formes beaucoup plus adéquates pour la prise en charge des vraies préoccupations de notre société. Au Maroc, la société est à dominante agraire. Elle est éloignée des courants politiques et idéologiques de l'Occident moderne, et y est très peu perméable. Or ce sont précisément ces courants que nos élites, très maladroitement le plus souvent, tentent de plaquer sans discernement sur cette société. Bien sûr, il y a les villes et la masse des lettrés, où il est toujours possible de bâtir quelques chapelles politiques et idéologiques, d'ailleurs antagonistes. Que d'énergies dépensées sans résultats alors que, pourtant, les choses sont évidentes pour chacun :

le pays profond est absent. D'où l'intérêt évident que tire le régime de cette absence de racines dans notre peuple de la part des appareils politiques en place.

Pour revenir à ce que sous-entend un peu votre question, je vous dirai ceci : non, je n'ai pas fait preuve d'intransigeance. J'ai tout simplement évité les luttes d'appareils, convaincu pour ma part que la réalité politique, qui mérite vraiment que l'on se batte pour elle, est ailleurs. C'est ce que je fais.

C'est vrai qu'une autre génération de militants, plus jeunes, commence à émerger au sein du mouvement national et à apprécier les choses différemment. C'est positif. L'histoire du mouvement national est riche en figures héroïques, en exemples de patriotes intègres qui se sont sacrifiés pour le pays. La jeune génération doit se pénétrer des hautes vertus de ceux de ses aînés qui ont inscrit des pages en lettres d'or dans le passé mili-



D.R.

“ La féodalité, ce n'est pas un état d'âme. C'est une forme d'organisation complète de la société ”

tant de notre peuple. Mais elle doit aussi prendre garde à tous ces vieux marchands de sueur, de larmes et de sang qui, au nom du passé des autres, tenteraient de conserver la mainmise sur le mouvement.

● *Estimez-vous que certains des responsables des appareils politiques dont nous parlions ont fait leur temps ?*

M.B. — Le régime lui-même a apporté la réponse à votre question. Il a mis fin à l'illusion démocratique.

● *Et « El-Ikhtiar El-Thaouri (2) », que vous animez ?*

M.B. — C'est une tribune pour expliquer nos positions. Ce n'est pas une organisation autonome.

● *A l'intérieur, donc, du mouvement national ?*

M.B. — Oui.

● *Et pas seulement de l'U.S.F.P. ?*

M.B. — L'U.S.F.P. n'est qu'une composante du mouvement national.

● *Qui compose, aujourd'hui, le mouvement national ?*

M.B. — C'est l'U.N.F.P., de M^e Abdallah Ibrahim, l'U.S.F.P., l'Istiqlal, le P.P.S., ainsi que d'autres formations, à l'exclusion cependant des partis préfabriqués, comme les soi-disant « Indépendants » et le « Mouvement populaire ».

● *On dit que le différend entre vous et l'U.S.F.P. a trait au rôle de la monarchie. Ce parti croit encore au rôle unificateur de la nation que joue le trône...*

M.B. — La question fondamentale, c'est de savoir comment opérer les transformations positives dans notre pays. Si la monarchie marocaine était comparable à la monarchie britannique, belge ou norvégienne, je n'y aurais vu aucun problème. Le problème, c'est qu'il ne s'agit pas de tout de cela. La monarchie marocaine est de type féodal. La féodalité, tout le monde sait ce que c'est. Ce n'est pas un état d'âme, c'est une forme d'organisation complète de la société. Comment voulez-vous dès lors œuvrer au socialisme et au progrès sans vous heurter à cet obstacle, qui constitue la base même du régime actuel ?

● *Une dernière question : comment voyez-vous l'évolution de l'affaire palestinienne ?*

M.B. — Traditionnellement, il y a deux façons de poser cette question. Il y a ceux qui considèrent que c'est un problème palestinien. La vérité, c'est que la réalité de la Palestine, c'est-à-dire d'Israël et du reste de la Palestine, est une réalité fabriquée de l'extérieur par l'étranger. La création d'Israël n'est pas l'œuvre des juifs des pays arabes. Elle est l'œuvre de l'impérialisme, destinée à isoler les Arabes d'Afrique des Arabes d'Asie. Israël a été édifié sur une terre arabe par la mauvaise conscience européenne et pour contenir l'élan du mouvement national arabe. C'est pour cela que la question palestinienne apparaît comme une question arabe, d'autant que les expulsions massives et successives de la majorité du peuple palestinien ont conduit à l'implantation d'une forte colonie palestinienne dans les pays arabes limitrophes.

Jusqu'en 1960, les pays arabes se sont sentis concernés par la libération de ce pays. Mais l'expérience a prouvé que les Etats arabes en étaient incapables. L'émergence de la révolution palestinienne fut la réaction la plus tangible à l'incapacité des régimes arabes non seulement de libérer la Palestine mais aussi de conduire le mouvement d'émancipation nationale dans leurs propres pays. C'est la raison pour laquelle cette révolution a été saluée avec enthousiasme par l'ensemble des peuples et accueillie avec crainte par les régimes en place. La prise en charge des destinées de la révolution palestinienne par ses propres fils va faire se liguer contre elle non seulement Israël, le sionisme et l'impérialisme, mais également les régimes arabes qui se sont vus alors privés de la principale des causes qui, souvent, les avaient amenés au pouvoir aux yeux de leurs peuples, ainsi que d'une tribune commode de laquelle ils pouvaient s'adresser à l'Occident...

Aujourd'hui, on peut dire que la nature de la lutte a changé. C'est à un véritable climat révolutionnaire qu'il faut œuvrer, pour libérer la volonté des peuples de confondre les régimes qui ont partie liée avec les intérêts impérialistes dans la région et permettre, par-là même, à la révolution palestinienne de demeurer révolution et de suivre son chemin. Il convient également de tout mettre en œuvre pour convaincre les juifs de Palestine que la situation qu'ils vivent ne leur est pas imposée parce qu'ils sont juifs mais parce que, tout comme les Palestiniens, ils sont les victimes d'un ordre et d'un plan ourdis par l'impérialisme. Ce qu'il y a de vrai, aussi, c'est que ni les régimes arabes ne sont le produit de la volonté de leurs peuples ni Israël n'est le fait des juifs de Palestine. Et la situation actuelle ne peut évoluer vers ces objectifs qu'à travers un climat révolutionnaire authentique.

(2) « Option révolutionnaire » est un courant qui s'inscrit dans une stratégie globale intégrant à la fois les données culturelles, historiques et une pratique politique.

Propos recueillis par
SIMON MALLEY